

UN NOUVEL APLOMB SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE ?
COMMENT LA RUSSIE VOIT-ELLE LE MONDE ? ÉLÉMENTS
D'ANALYSE D'UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN MUTATION
Laure Delcour

Armand Colin | « [Revue internationale et stratégique](#) »

2007/4 N°68 | pages 133 à 141

ISSN 1287-1672

ISBN 978224707786

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2007-4-page-133.htm>

Pour citer cet article :

Laure Delcour, « Comment la Russie voit-elle le monde ? Éléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation », *Revue internationale et stratégique* 2007/4 (N°68), p. 133-141.
DOI 10.3917/ris.068.0133

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RÉSUMÉ ABSTRACT ➔

/ **Laure Delcour** Directrice de recherche à l'IRIS

Comment la Russie voit-elle le monde ? Éléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation

Depuis plusieurs années, la Russie est plus présente et plus offensive sur la scène internationale. L'emploi d'une rhétorique très ferme, l'usage de l'arme énergétique et l'opposition à l'Occident sont fréquemment interprétés à travers le prisme du retour à la puissance perdue. Pourtant, ces crispations reflètent davantage une crise d'adaptation et une politique étrangère hybride qu'une rupture dans le rapport au monde. Dans ce contexte, le recours à des rapports de force ou méthodes de déstabilisation éprouvées du temps de l'URSS s'apparente à un réflexe. Alors que la diplomatie russe repose sur des fondements – la vision d'un monde multipolaire, la conscience d'une spécificité – peu susceptibles de changer, l'attention portée à de nouveaux instruments (l'image, la langue) reflète une quête d'influence plus que de puissance.

How Does Russia See the World? Analysing a Changing Foreign Policy

Over the last few years, Russia has become more involved and offensive in the international arena. The use of firm rhetoric, the political power stemming from natural resources and opposition to the Western world are frequently interpreted as a return to lost power. Nevertheless, the Russian tensions reflect a helplessness and an adaptation crisis rather than a profound change in the relationship to the world. In this context, the resort to force or methods of destabilization can be analysed as a reflex remaining from the time of the USSR. Whereas Russian diplomacy is based upon principles – its vision of a multilateral world, the awareness of a specificity –, little susceptible to change, the attention accorded to new instruments (image, language) reflects a search for influence rather than for power.

UN NOUVEL APLOMB SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE ?

Comment la Russie voit-elle le monde ? Éléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation

/ Laure Delcour Directrice de recherche à l'IRIS

Dans les médias occidentaux se dessine depuis plusieurs années l'image d'une Russie inquiétante, car marquée sur le plan intérieur par une disparition progressive des libertés et sur la scène internationale par une volonté omniprésente d'affirmer sa puissance. Fin 2006, l'« affaire Litvinenko » a fait resurgir le spectre d'un KGB tout-puissant, capable d'utiliser pour assassiner un ex-espion en plein centre de Londres, des méthodes qui rappellent celles de l'URSS en pleine guerre froide. Trois mois plus tard, le discours très ferme de Vladimir Poutine à la 43^e Conférence sur la sécurité de Munich a d'ailleurs été interprété comme les prémices d'un retour à cette période de confrontation avec l'Occident, dont Moscou se souviendrait avant tout comme de l'époque où elle était l'un des deux pôles d'influence du système international. La voix dissonante qu'a fait entendre la Russie ces derniers mois sur les grands dossiers internationaux s'expliquerait ainsi par la quête d'une puissance perdue avec l'effondrement de l'URSS. L'opposition à l'indépendance du Kosovo, l'hostilité de Moscou au projet américain de bouclier antimissiles, les réticences russes à la prise de nouvelles sanctions contre l'Iran sont égrenées en Occident comme autant de confirmations de cette hypothèse. Enfin, c'est également à travers le prisme de la volonté de puissance que sont analysées dans les médias occidentaux les prises de position de Moscou dans l'espace post-soviétique. La politique russe à l'égard des anciennes républiques soviétiques est ainsi souvent assimilée à une obsession de restauration de l'empire, en particulier depuis les « révolutions démocratiques » – révolution de la rose en Géorgie fin 2003, révolution orange en Ukraine fin 2004, et dans une moindre mesure révolution des tulipes au Kirghizstan.

La Russie, donc, inquiète. Pourtant, la grille d'analyse utilisée couramment en Occident est-elle pertinente pour rendre compte de la politique étrangère russe actuelle ? Les prises de position de Moscou s'inscrivent-elles réellement dans une vision du monde héritée de l'Union soviétique et abandonnée provisoirement sous la présidence de Boris Eltsine ? Sont-elles réellement guidées par une volonté de puissance, ou témoignent-elles plutôt d'un désarroi, d'une difficulté à saisir les évolutions géostratégiques et donc à définir la place de la Russie sur la scène internationale, les objectifs et les instruments de sa diplomatie ?

Au-delà des dossiers stratégiques en jeu, c'est bien la façon dont la Russie évalue son environnement international, l'évolution de ses perceptions et de ses priorités en matière de sécurité et de diplomatie, et le caractère pérenne de ce cadre de politique étrangère qui doivent être analysés. À l'approche d'échéances électorales décisives, alors qu'une nouvelle doctrine de défense est en cours d'élaboration, comment la Russie voit-elle le monde et comment perçoit-elle son rôle sur la scène internationale, ses atouts et ses faiblesses ?

D'une logique d'affirmation à une logique d'opposition ? Discours et pratiques d'un acteur international spécifique

L'analyse occidentale repose d'abord sur le postulat d'un tournant, voire d'une rupture entre les présidences Eltsine et Poutine en matière de politique étrangère.

Or, la perception du monde et la vision de la place de la Russie sur lesquelles s'appuie aujourd'hui la diplomatie russe s'inscrivent largement dans la continuité des dernières années de la présidence Eltsine.

Après l'effondrement de l'URSS, la toute nouvelle politique étrangère russe est mue par le désir de mettre fin à une parenthèse soviétique qui a éloigné la Russie de la « normalité », c'est-à-dire du cours de l'histoire suivi par les autres pays européens ¹, pour se fondre dans la « communauté des États civilisés » ² qu'elle n'aurait jamais dû quitter, en d'autres termes l'Occident. Pourtant, ce choix de faire table rase du passé soviétique et la posture systématiquement pro-occidentale qui en est le corollaire montrent rapidement leurs limites. Concomitant de l'effritement brutal de l'influence internationale de la Russie, l'« idéalisme débridé » ³ qui caractérise la diplomatie russe au lendemain de l'indépendance est délaissé au profit d'une approche plus réaliste des relations internationales, plaçant les intérêts nationaux au centre de la politique étrangère. Perceptible dès 1993, notamment dans les relations avec l'« étranger proche » ⁴, ce tournant devient visible dans les relations avec l'Occident à partir du milieu des années 1990, notamment après l'arrivée d'Evgeni Primakov en janvier 1996 à la tête de la diplomatie russe. Celle-ci devient alors plus affirmée, n'hésitant pas à s'opposer directement à l'Occident, par exemple lors l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999. L'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, en 2000, ne constitue donc pas une rupture, mais marque la clarification et la formalisation de positionnements de politique étrangère initiés dans la seconde moitié des années 1990. Fil directeur de la politique étrangère de Vladimir Poutine, la conscience d'une spécificité russe sous-tend la vision d'un monde multipolaire, dont

1. L'évocation d'une interruption forcée du cours « normal » de l'histoire comme explication de différences ou d'un retard vis-à-vis d'autres pays est récurrente dans l'histoire de la Russie. C'est l'un des angles d'interprétation des invasions tatares au XII^e siècle.

2. Expression employée par le ministre des Affaires étrangères Andrej Kozyrev dans *Komsomol'skaja Pravda*, 9 juin 1992. Cité par Jacques Lévesque, « La gestion de l'ancien Empire ou les vestiges de la puissance », *Critique internationale*, n° 12, juillet 2001, p. 3.

3. *Ibidem*.

4. *Ibidem*.

Moscou se perçoit comme l'une des puissances. Le Concept de politique étrangère¹, document stratégique fondateur de la diplomatie poutinienne, entérine le primat des intérêts nationaux, qui chapeautent et structurent les priorités de la Russie sur la scène internationale.

Si les postulats de la politique étrangère poutinienne ne diffèrent pas fondamentalement d'avec la période eltsinienne, ils acquièrent une signification nouvelle en insufflant une cohérence inédite au positionnement international de la Russie et en lui servant de préceptes pour affirmer sa voix sur les questions stratégiques. Les objectifs mentionnés dans le Concept, qui permettent d'expliquer nombre d'attitudes russes dans les grands dossiers de ces dernières années, témoignent d'une conception à la fois réaliste et classique des relations internationales. L'attachement aux institutions multilatérales, évoqué au moment de la guerre en Irak pour dénoncer l'intervention américaine et plus récemment dans le discours de Vladimir Poutine à Munich, est également lié à la préférence russe pour un système où Moscou dispose du droit de veto. De la même façon, la défense du principe d'intégrité territoriale, qui contribue à expliquer la position russe sur le Kosovo, correspond aussi à une analyse réaliste de l'environnement régional de la Russie ; toute reconnaissance officielle des régions sécessionnistes de Géorgie est ainsi rendue impossible par la nécessité de maintenir l'intégrité même du territoire russe. L'affirmation de « positions fermes » au sein de la communauté mondiale est ainsi pleinement cohérente avec les « intérêts de la Fédération de Russie en tant que grande puissance »².

Cette approche plus cohérente plaçant les intérêts nationaux au cœur de l'action extérieure de la Russie se traduit par la mise en place d'une diplomatie multi-vectorielle³, qui correspond à la perception d'une spécificité russe. La Russie développe des solidarités inédites ou longtemps négligées, elle manifeste sa présence dans des zones délaissées sous la période eltsinienne. Moscou insuffle ainsi une dynamique nouvelle à ses relations bilatérales avec la Chine et l'Inde autour des questions stratégiques et économiques ; elle entend également jouer un rôle charnière dans la coopération tripartite et dans le renforcement des organisations régionales, notamment l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Sous la présidence de Vladimir Poutine, quoique de façon timide, la Russie est de nouveau présente en Afrique – Algérie, mais aussi Afrique du Sud. Parallèlement, par un jeu de balancier, les relations avec l'Occident sont rééquilibrées.

Servi par l'apparition d'autres pôles dans la diplomatie russe, ce rééquilibrage s'appuie également sur la mise en place d'une diplomatie économique mettant à profit les atouts énergétiques de la Russie et sa croissance, constante et élevée depuis 1999⁴. Les relations avec l'Union européenne (UE) sont symptomatiques de cette évolution. Dès le début des années 2000, Moscou manifeste sa volonté de développer un partenariat d'égal à égal

1. Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Konsepciâ inostranoj politiki*, 2000, www.mid.ru.

2. Ministère des affaires étrangères, *Konsepciâ... op.cit.*

3. Employé également par le président Nazarbaïev pour décrire la politique étrangère du Kazakhstan, le terme est fréquemment utilisé par le ministre des Affaires étrangères Sergej Lavrov. Cf. Sergej Karaganov, « Russia and the international order », *Cahiers de Chaillot*, n° 74, « What Russia Sees », janvier 2005, p. 40.

4. De 6 à 7 % en moyenne.

tenant compte des spécificités russes, qui la conduit à refuser l'inclusion dans la nouvelle politique de voisinage orchestrée depuis Bruxelles et à négocier avec l'UE l'instauration d'espaces communs. L'énergie acquiert alors une place centrale en s'imposant comme un instrument d'échange avec l'Union, allant au-delà du dialogue énergétique mis en place en octobre 2000 pour peser sur l'ensemble des relations russo-européennes. Combiné à l'utilisation nouvelle d'instruments économiques, le caractère multi-vectériel de sa politique étrangère permet donc à Moscou de renforcer son autonomie sur la scène internationale.

Le tournant essentiel dans la diplomatie russe tiendrait donc au fait que « pour la première fois, la Russie défend ses intérêts nationaux en usant tous ses avantages comparatifs », selon les propres mots du ministre des Affaires étrangères¹. Pourtant, au-delà d'un redressement bien réel de sa position internationale et d'une présence renforcée dans le monde, la capacité d'influence de Moscou semble limitée. Bien que désormais pleinement associée aux affaires mondiales, quoiqu'intégrée dans les grandes organisations multilatérales, la Russie n'a de poids déterminant ni dans le façonnement de l'agenda international (elle semble ainsi peu en prise avec les enjeux commerciaux ou environnementaux), ni dans l'issue des principaux dossiers stratégiques, que ce soit en Irak ou au Kosovo. Cette distorsion entre d'une part, une présence affirmée et un discours très ferme, et d'autre part, une influence relativement faible, s'explique par plusieurs facteurs.

Tout d'abord, les ressorts de la diplomatie russe semblent bien fragiles². L'économie russe est largement tributaire des recettes d'exportation et donc des matières premières, qui en constituent plus de 70 %. Or, la combinaison de plusieurs facteurs – croissance rapide de la demande et stagnation de l'offre dans le secteur des hydrocarbures liée à l'insuffisance des investissements dans ce secteur – suscite des inquiétudes à propos des capacités du secteur énergétique et donc de la viabilité d'un instrument d'influence fondamental. Le déclin démographique, qui se traduit par une diminution constante de la population liée à la conjugaison d'une faible natalité, d'une mortalité relativement élevée et d'un recul de l'espérance de vie, est également un handicap important à terme pour la Russie. Bien que les autorités soient conscientes de l'enjeu (le président vient d'approuver une stratégie démographique³), les mesures prises (notamment le renforcement du système d'allocations familiales) ne permettent pas, pour l'instant, d'inverser la tendance. Enfin, la capacité d'influence de la Russie est grevée par le retard technologique accumulé dans divers domaines, par exemple dans l'exploitation des ressources énergétiques mais aussi dans le secteur de la défense, et ce en dépit de l'accroissement du budget militaire.

C'est à la lumière de ces faiblesses que doit être analysé le raidissement de la diplomatie russe ces derniers mois. L'opposition véhémement de Moscou au projet américain de bou-

1. Cf. *Izvestiâ*, 24 avril 2004.

2. Voir les analyses similaires de Dmitri Trenin, « Russia's Strategic Choices », *Policy Brief* 50, Carnegie Centre, mai 2007, et celle de Laurent Rucker, « Le regain fragile de la puissance russe », *Questions internationales* n° 27, septembre-octobre 2007, p. 22-28.

3. *Konsepciâ demografičeskoj politiki Rossii na period do 2025 goda*, [Concept de politique démographique de la Russie pour la période allant jusqu'en 2025], adoptée le 12 octobre 2007.

clier antimissiles traduit le refus de voir les États-Unis déployer leurs installations militaires sur le territoire des anciens satellites soviétiques, mais aussi la crainte de se laisser totalement isoler et distancer sur le plan militaire. De façon similaire, l'usage des armes énergétiques (brusque interruption des livraisons de gaz à l'Ukraine et à la Biélorussie, tentatives de conserver la mainmise sur le transport des hydrocarbures kazakhs et turkmènes) et économique (interdiction d'importation des produits géorgiens et, en 2006, du vin moldave) reflète les difficultés de la Russie à appréhender l'émancipation des ex-républiques soviétiques, qui expliquent le recours à des moyens de déstabilisation éprouvés de longue date. Au total, davantage qu'une volonté de puissance, le caractère très offensif du discours russe de politique étrangère tente de masquer des fragilités persistantes. L'appréciation par la Russie de son environnement extérieur est plus tranchée car plus inquiète. Mais cette diplomatie rigide ne permet pas à la Russie de gagner en influence. La politique extérieure russe semble aujourd'hui structurée par la seule logique d'opposition sans qu'y soit associée la recherche d'un impact positif sur le cours des événements. La construction de nouvelles solidarités, si elle a favorisé un rééquilibrage géographique de la diplomatie russe, s'effectue avant tout en opposition à l'Occident et correspond donc à des « partenariats de circonstance »¹. L'OCS est ainsi le théâtre d'une coopération sino-russe qui reste empreinte de méfiance², Moscou craignant une mainmise économique de Pékin dans son étranger proche. L'attitude rigide de la Russie, présentée par les autorités comme un signe de fermeté permettant de préserver la puissance russe, semble donc aller à terme à l'encontre même des intérêts nationaux. Les développements dans le secteur énergétique en sont l'illustration, qui voient pays consommateurs d'hydrocarbures russes et pays de transit bâtir une stratégie de contournement de la Russie³.

De la puissance à l'influence ? La diplomatie russe en mouvement

Pourtant, le durcissement du discours de politique étrangère s'accompagne d'une réflexion sur la stratégie de la Russie sur la scène internationale. Cette réflexion ne remet pas en question la vision du monde formalisée en 2000 et les fondements de la politique étrangère russe, jugés à la fois pertinents et viables⁴. En revanche, elle semble annoncer des mutations profondes dans la manière dont la Russie exerce son influence.

1. Cf. Laurent Rucker, *op. cit.*, p. 28.

2. Cf. Isabelle Facon, « L'Organisation de Coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Courrier des pays de l'Est*, numéro spécial, n° 1 055, 2006, p. 26-37 ; Alexander Lukin, « The Shanghai Cooperation Organization : What Next ? », *Russia in Global Affairs*, vol. 5, n° 3, 2007, p. 140-156.

3. Amorcée avec la construction de gazoducs et oléoducs contournant le territoire russe, par exemple Bakou-Tbilissi-Ceyhan, cette stratégie a été explicitement revendiquée lors de la récente conférence de Vilnius sur la sécurité énergétique. Cf. Laure Delcour, « La conférence de Vilnius sur la sécurité énergétique : avancées dans la définition d'une stratégie européenne, nouvelles alliances géopolitiques ou haro sur la Russie ? », www.iris-france.org.

4. Cf. l'interview du ministre des Affaires étrangères à la BBC, 10 juin 2007.

Effacer l'image de « l'ours ivre »¹ : les débuts d'une diplomatie communicante

La façon dont est intégrée dans la politique étrangère russe l'image du pays à l'extérieur constitue un premier tournant. C'est une rupture fondamentale, à la fois avec la période soviétique et avec la présidence de Boris Eltsine. L'URSS, par le biais d'instruments et méthodes de propagande perfectionnés, jouait en toute conscience de son image internationale ; tant les clichés de la patrie heureuse des travailleurs (un pays en pleine croissance, uni autour du Parti), que les projections destinées à effrayer l'ennemi avaient pour but de refléter sa puissance. En revanche, après l'enthousiasme du début des années 1990 et la joie de revenir dans le giron des « pays civilisés », la Russie de Boris Eltsine, confrontée à une difficile période de transition, ne s'est plus guère souciée de la manière dont le monde la percevait.

Depuis le début de la présidence de Vladimir Poutine, et plus singulièrement au cours de son second mandat, la Russie semble se préoccuper de la détérioration de son image internationale, mettant ainsi à mal l'hypothèse avancée en Occident d'un pays cherchant à montrer au monde sa puissance retrouvée. Ce souci du regard des autres est présent depuis le début des années 2000 dans le discours des responsables politiques. Dès 2001, Mikhaïl Lessin, alors ministre des Médias, appelait à « faire notre promotion, sans quoi nous aurons toujours l'air d'ours ». En 2002, Sergueï Iastrjembkii, conseiller du président, s'alarmait de la « russophobie rampante » des médias occidentaux et concluait à la nécessité de diffuser une image réaliste de la Russie². Par rapport aux années Eltsine, la présidence Poutine marque donc à la fois une prise de conscience de l'importance des perceptions extérieures et les débuts d'une action volontariste dans ce domaine³. L'amélioration de l'image internationale de la Russie devient alors l'une des priorités de la politique étrangère⁴ et un thème de réflexion nouveau au sein des cercles académiques et institutionnels. Les projets destinés à produire une image plus positive de la Russie se multiplient : une chaîne d'information sur la Russie, *Russia Today*, est lancée fin 2005 ; le projet « *Trendline Russia* », lancé conjointement par le journal *Rossiiskaïa Gazeta* et l'agence RIA-Novosti puis placé sous l'égide exclusive de *Rossiiskaïa Gazeta*, tente de corriger la dégradation des perceptions de la Russie par l'intermédiaire d'encarts insérés dans de grands journaux étrangers, dont le *Washington Post*, le *Daily Telegraph* et le *Times of India*⁵. Enfin, la table ronde organisée en juillet 2007 par la Commission sur les problèmes de développement social de la Chambre sociale préconise la création d'un groupe de travail

1. Expression utilisée par Ernst Galumov, directeur de l'Institut des relations internationales contemporaines à l'Académie diplomatique de Moscou, lors de la Table ronde sur l'amélioration de l'image de la Russie à l'étranger, organisée à Moscou le 2 juillet 2007 par la directrice de la Commission sur les problèmes de développement social de la Chambre sociale, Alexandra Ochirova.

2. Cf. « Russophobia Still Rampant », *Moscow Times*, 24 avril 2002.

3. Ce volontarisme se reflète parfaitement dans les propos tenus en janvier dernier par Sergueï Iastrjembkii, aujourd'hui conseiller du président pour les relations avec l'Union européenne ; s'alarmant de la nouvelle dégradation des perceptions de la Russie après l'affaire Litvinenko, il appelait à « créer » une information positive sur la Russie.

4. Cf. Françoise Thom, *Putin's Russia*, 2002, www.diploweb.com.

5. Le projet doit couvrir à terme une vingtaine de grands journaux étrangers. Cf. www.rg.ru/trendlinerussia.

et d'un portail Internet sur la Russie utilisant les techniques et le langage de la communication¹.

Ce nouvel objectif de politique étrangère est encore loin d'être atteint. Les moyens qui lui sont affectés sont encore très limités : s'il a triplé depuis sa création², le budget de Russia Today est sans commune mesure avec les moyens dont disposent ses homologues CNN, BBC ou France 24. De plus, la Russie peine à trouver un mode de communication pertinent, tâche inédite pour sa diplomatie ; elle est alors tentée de juxtaposer méthodes modernes de communication et vieilles ficelles de la propagande soviétique³. Mais la simple attention portée au regard des autres sur la Russie reflète une pleine conscience des faiblesses de la politique extérieure actuelle et de la nécessité de changer sa tonalité.

La nécessaire réinvention des modes de politique étrangère : les prémisses d'un *soft power* à la russe

Bien que peu visibles en Occident, d'autres inflexions apportées récemment à la politique étrangère confirment que Moscou tente de redéfinir ses stratégies d'influence pour enfin bâtir un *soft power* à la russe.

Le concept de *soft power* a d'abord été utilisé dans l'analyse de la politique étrangère américaine pour désigner le changement de nature de l'influence exercée par les États-Unis à la fin de la guerre froide. Théorisé par Joseph Nye⁴, ce concept se fonde sur le constat de l'émergence de nouveaux facteurs d'influence dans la politique étrangère, tels que le rayonnement culturel, les moyens technologiques, l'éducation ou la croissance économique. À partir de ce constat, le « *soft power* » se réfère à la manière d'exercer de l'influence, par l'attraction davantage que par la coercition. Appliqué également à l'étude de l'Union européenne, le concept de « *soft power* » a été employé plus récemment pour analyser l'évolution de la politique étrangère russe⁵, de manière parfois systématique et erronée. En se fondant sur une analyse de la politique russe dans le Caucase, Andreï Tsygankov montre en effet qu'une transposition pure et simple de ce concept au cas russe ne résiste

1. Cf. *Gazeta*, 3 juillet 2007.

2. Le budget 2007 est fixé à 2,4 milliards de roubles, soit environ 67 millions d'euros.

3. Cf. l'encart inséré dans le *Daily Telegraph* dans le cadre du projet « Trendline Russia ». Dans un contexte de relations russo-britanniques tendues après l'affaire Litvinenko, il semble peu propice à faire évoluer la vision que les lecteurs britanniques ont de la Russie actuelle. Intitulé « Partenaires après la Guerre Froide », il publie un billet de l'ambassadeur de Russie à Londres résumant l'objectif de « Trendline Russia » en des termes qui évoquent davantage la langue de bois soviétique qu'une information réaliste sur la Russie d'aujourd'hui : « Le monde a besoin d'une information fiable et objective sur la Russie démocratique, qui connaît un développement rapide et se renforce sur le plan économique ; sur les processus qui y sont à l'œuvre et sur sa politique étrangère pacifique visant à unir la communauté internationale face à de nouveaux défis et de nouvelles menaces ».

4. Cf. Joseph Nye, *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

5. Cf. en particulier Fiona Hill, *Energy Empire : Oil, Gas, and Russia's Revival*, Washington, Brookings, 2004 ; Andreï P. Tsygankov, « If Not by Tanks, then by Banks ? The Role of Soft Power in Putin's Foreign Policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 38, n° 7, novembre 2006, p. 1 079-1 099.

pas à l'examen des faits. Si elle contient de plus en plus des éléments de « soft power » (ainsi l'octroi de passeports russes aux citoyens des régions séparatistes de Géorgie), la politique développée par Vladimir Poutine dans le Caucase repose aussi sur des instruments militaires. Cette combinaison n'est pas contradictoire avec la définition donnée par Joseph Nye, les deux aspects étant complémentaires et non exclusifs¹. Mais, dans le cas de la Russie, le « soft power » est souvent confondu avec les facteurs et les ressources de l'influence elle-même, en particulier l'énergie. Or, il s'apparente davantage à une méthode de politique étrangère, à une stratégie d'influence reposant sur l'attraction qui reste encore à développer dans le cas de la Russie. Les ruptures successives de l'approvisionnement en hydrocarbures (Ukraine, Biélorussie), montrent justement que la Russie privilégie la coercition dans l'utilisation de la ressource énergétique. L'enjeu, pour la Russie, est bien d'apprendre à convaincre plutôt que continuer à contraindre². L'avantage en serait double. Exercer de l'influence par l'attraction plutôt que par la contrainte a, selon Joseph Nye, des coûts moindres à long terme et permet aussi de renforcer la légitimité d'un pays sur la scène internationale³.

La politique culturelle et linguistique pourrait devenir pour la Russie l'un des premiers domaines d'application de ces nouvelles stratégies d'influence. Avec l'effondrement de l'URSS, la langue russe a perdu la fonction de vecteur d'accès à l'élite qu'elle occupait dans les pays frères (africains, chinois, cubain). Dans l'espace post-soviétique, elle a cristallisé dès le début des années 1990 les mécontentements et la volonté d'émancipation vis-à-vis de la Russie. Quoique de manière différenciée, la politisation de la sphère linguistique s'est peu à peu généralisée dans l'ex-URSS. L'affirmation des langues nationales a ainsi été l'une des pierres angulaires du processus de construction des nouveaux États, en premier lieu dans les pays baltes, avec l'adoption d'un cadre juridique préservant ces langues. Le corollaire de cette dynamique d'affirmation nationale est la marginalisation progressive de la langue russe dans l'espace public, que ce soit par la perte du statut de langue officielle, un changement d'alphabet (ainsi en Ouzbékistan ou au Turkménistan, passés du cyrillique au latin), des toponymes ou patronymes (ainsi en Ukraine)⁴, ou enfin par l'apprentissage d'autres langues étrangères (l'anglais) à l'école. Le russe reste pourtant un outil de communication indispensable dans l'espace post-soviétique⁵. Mais ce rôle fondamental s'explique davantage par l'inertie – le poids de l'héritage historique, l'absence d'autres langues de communication – que par le développement par la Russie d'une politique de promotion de la langue.

1. Cf. Joseph Nye, *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, New-York : Public Affairs, introduction, p. XIII.

2. Cf. le titre employé par Anne de Tinguy « Convaincre ou contraindre ? », dans son analyse des transformations de la puissance russe, « La sortie de l'Empire : le poids de l'héritage », *Questions internationales*, n° 27, septembre-octobre 2007, p. 18.

3. L'Union européenne fournit une excellente illustration de ces deux points. Jusqu'à la création de la politique étrangère et de sécurité commune, puis de la PESD, elle a bâti son influence extérieure en comptant uniquement sur des méthodes de soft power. Sa légitimité sur la scène internationale provient précisément du fait qu'elle s'est imposée comme un pôle d'attraction pour les autres pays. Cf. Franck Petiteville, « Exporting "values" ? EU external co-operation as a "soft diplomacy" », dans : Michèle Knodt et Sebastian Princen, *Understanding European Foreign Relations*, Londres : Routledge, p. 127-138.

4. Cf. « Quand Dmitri refuse de s'appeler Dmytro », paru dans *Novye Izvestia* et traduit dans *Courrier international*, 25-30 octobre 2007.

5. Cf. Timour Atnachev, « Les nouvelles frontières de la civilisation russe », *Raisons politiques*, n° 2, 2001 ; et « Russkii âzyk kak obšee nasledie imperii ili otkrytkâ granica » [La langue russe, comme héritage commun de l'Empire ou comme frontière ouverte], *Političeskaâ nauka*, n° 3, 2004.

Ce n'est que récemment que la Russie semble avoir pris conscience du potentiel d'influence dont elle dispose par le biais linguistique ¹. Cependant, l'action publique dans ce domaine est ambivalente. La Commission nationale de la langue russe est dirigée depuis 2001 par Ludmilla Poutine, mesure symboliquement forte puisqu'il s'agit de l'épouse du président mais aussi révélatrice du faible enjeu politique que revêt le domaine linguistique, non confié à un « professionnel ». Alors que 2007 a été déclarée « Année de la langue russe » par le président Vladimir Poutine, le congrès des professeurs de langue russe, organisé en septembre en Bulgarie, a surtout accueilli des enseignants quinquagénaires, le russe étant largement délaissé pour l'anglais chez les professeurs plus jeunes comme chez les écoliers. Le programme quinquennal « Langue russe 2006-2010 » tente de remédier à la diminution de l'usage du russe dans l'ex-URSS en renforçant son apprentissage et sa diffusion par l'intermédiaire de publications ², mais le fait que la nouvelle chaîne d'information sur la Russie, lancée au même moment et destinée à promouvoir l'image internationale du pays, ne diffuse qu'en anglais et en arabe est significatif. Il reflète la dissociation persistante, dans la vision russe, entre les pays (occidentaux ou non) pour lesquels il est nécessaire de produire une information spécifique dans une langue accessible (anglais ou arabe) et un « étranger proche » où la diffusion des informations sur la Russie est effectuée directement par les chaînes russes, présupposant ainsi une communauté de destins et une maîtrise préalable de la langue qui est pourtant loin d'être évidente partout.

Près de seize ans après l'effondrement de l'URSS, la politique étrangère russe est une politique hybride, alliant des legs du passé soviétique à de nouveaux instruments d'action. La Russie a incontestablement retrouvé son rang sur la scène internationale mais elle n'y a pas pour autant trouvé sa place. Elle s'est certes imposée, grâce à une politique multivectorielle et une diplomatie misant sur l'économie, comme un acteur incontournable en Europe et dans le monde. Mais son influence est pour l'instant liée à sa capacité d'opposition. Crispée et inquiète face à des évolutions géopolitiques qu'elle perçoit comme des menaces, la Russie peine à abandonner une tonalité agressive et à délaisser des méthodes de déstabilisation héritées de l'époque soviétique. Celles-ci ne lui permettent pas de peser significativement sur la scène internationale. Pourtant, à la veille d'échéances importantes, alors que la diplomatie russe repose sur des fondements – la vision d'un monde multipolaire, la conscience d'une spécificité – peu susceptibles de changer, l'attention portée à de nouveaux instruments (l'image, la langue) montre que la Russie est davantage en quête d'influence que de puissance. La vision de la politique étrangère russe qui prévaut en Occident – celle d'un « retour de la Russie sur la scène internationale », celle d'une « coloration impérialiste » ³ – reflète donc davantage les craintes occidentales que les évolutions et les capacités réelles de la diplomatie russe ⁴.

1. Sergej Lavrov a récemment indiqué qu'il s'agissait d'une priorité de politique étrangère. Cf. *RIA Novosti*, 3 novembre 2007.

2. Cf. Anne de Tinguy, *op. cit.*, p. 19.

3. Cf. Laure Mandeville, « Le grand retour du soviétisme », *Politique internationale*, n° 106, hiver 2004-2005.

4. Voir à ce sujet l'analyse de Thomas Graham, « The Dialectics of Strength and Weakness », *Russia in Global Affairs*, vol. 5, n° 3, juillet-septembre 2007, p. 80.